


L'impact de la crise alimentaire aggravée par la crise financière sur les populations des pays du Sud

L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ORGANISMES DE COOPÉRATION
INTERNATIONALE (AQOCI)

Février 2009





L'impact de la crise alimentaire aggravée par la crise financière sur les populations des pays du Sud

Février 2009

L'Association québécoise des organismes de coopération internationale

AQOCI

1001, rue Sherbrooke Est, suite 540

Montréal, Québec

Canada

H2L 1L3

Téléphone : (514) 871-1086

Télécopieur : (514) 871-9866

Courrier électronique : aqoci@aqoci.qc.ca

Site internet : www.aqoci.qc.ca

Chers membres, chers partenaires,

Il me fait plaisir de vous présenter ce document analytique sur « l'impact de la crise alimentaire aggravée par la crise financière sur les populations des pays du Sud ». Ce dernier a été rédigé par Soha Farouk Hussein Mohamed Osman, étudiante de maîtrise en études internationales de l'Université de Montréal, dans le cadre de la collaboration entre l'AQOCI et l'Université de Montréal.

J'espère que ce document vous servira à réaliser vos activités d'éducation du public.

J'aimerais remercier Soha Farouk Hussein Mohamed Osman pour l'effort consacré à l'élaboration de cet outil. J'aimerais aussi remercier tous les organismes membres de l'AQOCI qui ont collaboré à cette étude, en partageant des informations et en participant aux entrevues. Finalement, je remercie Dominique Caouette pour sa collaboration.

Bonne lecture,

Maria-Luisa Monreal
Directrice générale, AQOCI

Février 2009

Note: les propos émis dans cet ouvrage n'engagent que l'auteur et ne représentent pas nécessairement le point de vue des organismes membres de l'AQOCI.

Introduction

Sur les 6,6 milliards d'humains que compte la terre, deux milliards y sont mal nourris, vivant avec moins de deux dollars par jour et un apport énergétique inférieur à 2700 kilocalories. Et plus de 850 millions ont faim chaque jour (moins de 2200 kilocalories). Toutes les cinq secondes, la FAO assure qu'un enfant de moins de dix ans meurt de faim quelque part sur le globe, et le manque de nourriture fauche 25000 personnes par jour, soit 9 millions par an¹.

Cette image déjà bien sombre a été encore noircie par des événements que l'on croyait appartenir au passé : les émeutiers de la faim se sont manifestés sur tous les continents contre la dramatique flambée des prix des produits alimentaires. Au cours du premier trimestre 2008, les prix nominaux des principales denrées alimentaires ont atteint leur plus haut niveau en près de 50 ans, tandis que les prix réels atteignaient leur niveau record en près de 30 ans marquant un décalage net par rapport aux revenus des ménages dans les pays en voie de développement².

Il s'agit d'une contraction des stocks alimentaires et des hausses de prix massives, en particulier pour les denrées de base. Les prix du blé, du riz et du soja ont bondi de plus de 40 % (60 % dans le cas du riz) depuis le début de 2007 (voir le graphique ci-après). Les agriculteurs du monde entier ont eu une production record de 2,3 milliards de tonnes de céréales en 2007, soit 7 % de plus que l'année précédente. Depuis 1961, la production mondiale de céréales a triplé, alors que la population a doublé. Les stocks sont à leur niveau le plus bas depuis 30 ans, c'est vrai, mais en définitive la production alimentaire mondiale est suffisante pour nourrir la population³.

Le problème est que ces produits agricoles ne parviennent pas à tous ceux qui en ont besoin. Moins de la moitié de la production céréalière mondiale est directement consommée par les populations. La plupart sert à l'alimentation animale et, de plus en plus, aux biocarburants, à travers des filières industrielles gigantesques et rigides. Les produits alimentaires sont ainsi passés du statut de biens assurant l'alimentation et la sécurité des moyens d'existence des populations, à celui de produits destinés à la spéculation et au marchandage au bénéfice des investisseurs.

Le blé détient le record de progression. Une tonne de blé qui valait 120 ou 130 dollars il y a trois ans en vaut désormais 400 à 450. La flambée est sensiblement identique pour le riz mais un peu moins forte pour le maïs. La tonne de graines de soja, elle, cotée à 200 dollars en 2005-2006, l'était à 380 fin 2007

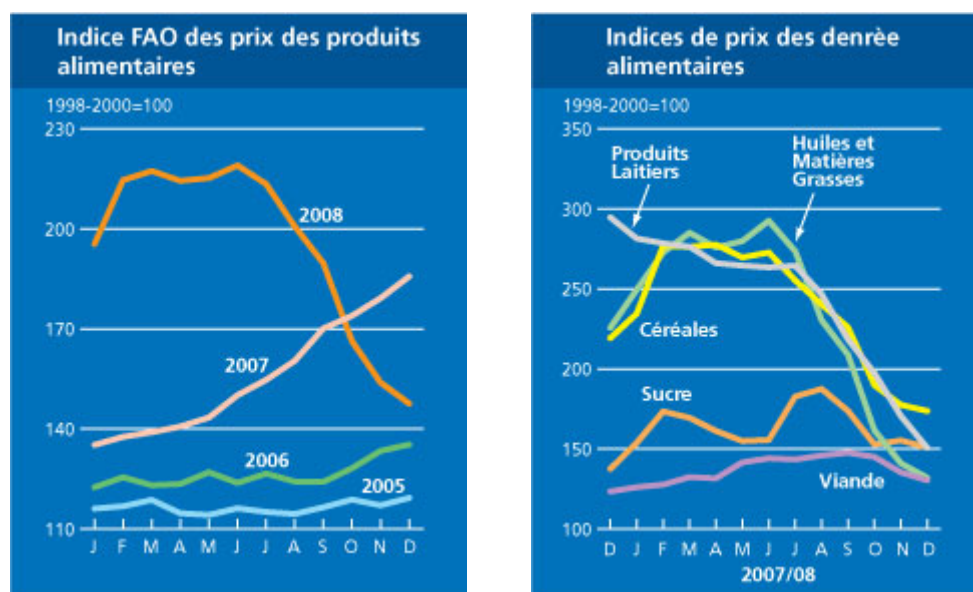
¹ CNRS. 2008. Les Racines de la crise. Paris. (n°224 Septembre)

² idem

³ FAO. 2008. La Situation mondiale de l'alimentation et l'Agriculture. Rome

(Voir Encadré 1). Les ménages consacrant 60 à 90 % de leur budget au poste « nourriture » dans le Sud (contre 10 à 20 % dans le nord), on comprend l'effet dévastateur de cette tornade d'augmentations sans précédent ou presque⁴.

Encadré 1 : Indices des prix alimentaires



Source : FAO⁵

Ces hausses de prix ont fortement alourdi la facture des importations pour la plupart des pays en développement. Par exemple, entre 2002-2003 et 2007-2008, la facture des importations de céréales des pays à faible revenu et à déficit alimentaire est passée de 6,5 milliards de dollars à 14,6 milliards de dollars en Afrique, de 7 milliards de dollars à 15,4 milliards de dollars en Asie et de 0,3 milliard de dollars à 0,7 milliard de dollars dans la région Amérique latine et Caraïbes. Ainsi, en cinq ans, les importations de céréales de ces pays ont plus que doublé en valeur⁶. L'UNCTAD prévoit qu'un certain nombre de pays actuellement les plus dépendants des importations des denrées alimentaires - en particulier en Afrique - auront la plus grande augmentation de la population au cours des 20 prochaines années (voir encadré 2⁷).

Bien qu'en Juin 2008, les prix des denrées alimentaires aient connu un déclin, la situation s'est encore empirée avec la crise financière qui s'est étendue à travers le monde. Le modèle économique des banques

⁴ En 1973-1974, le cours mondial du blé avait triplé à la suite d'achats aussi soudains que massifs effectués par l'ex-URSS et motivés par des récoltes décevantes. CNRS. 2008. Les Racines de la Crise. Septembre. N°228

⁵ <http://www.fao.org/worldfoodsituation/FoodPricesIndex/fr/> (page consultée le 1 Janvier 2009)

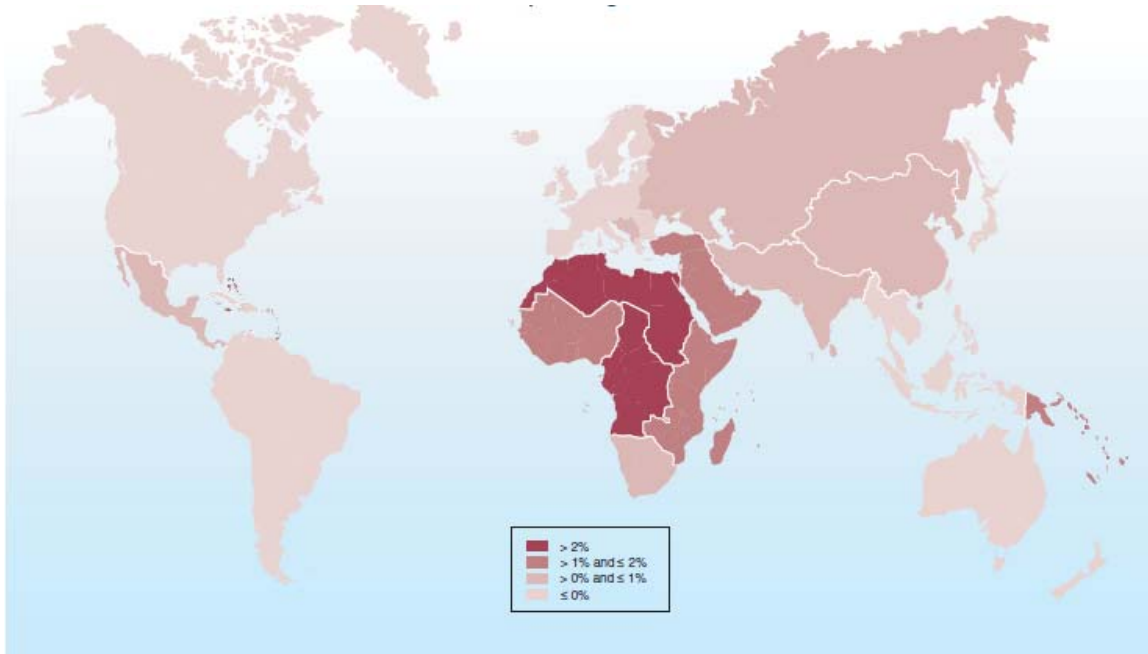
⁶ CNUCED. 2008. Répondre à la crise alimentaire globale. Nations Unies. Genève et New York

⁷ UNCTAD. 2008. UNCTAD News. UNCTAD. (n°16 – Septembre-Novembre) http://www.unctad.org/en/docs/osgmisc20082_en.pdf (page consultée le 10 Décembre 2008)

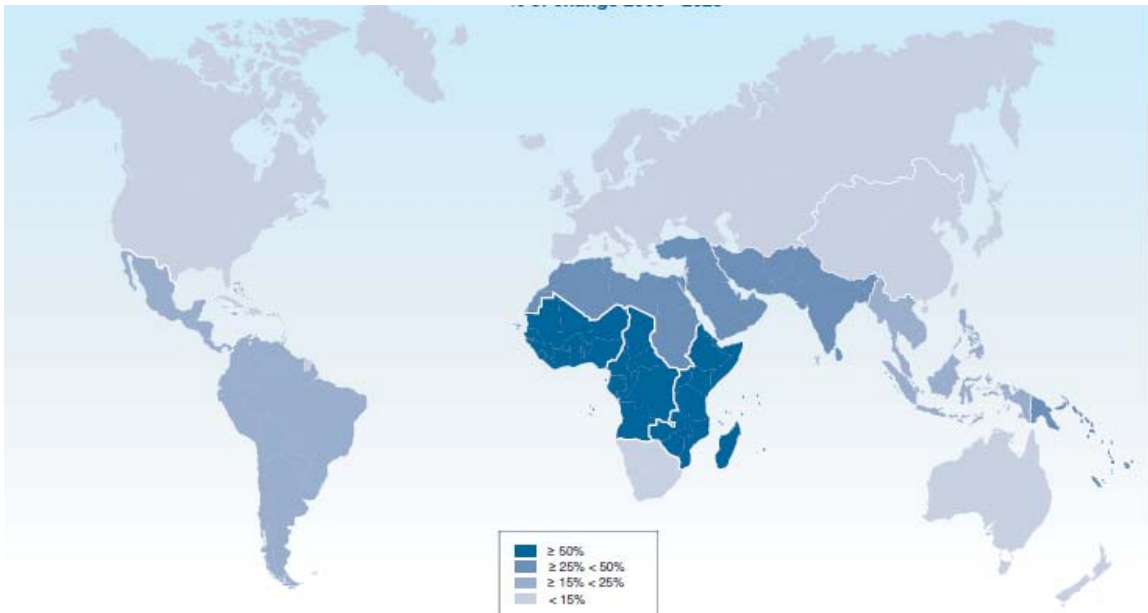
d'investissement est de plus en plus décrédité et malgré le plus grand plan de sauvetage financier de l'histoire lancé par le Gouvernement des États- Unis pour stabiliser les marchés, l'économie mondiale est au bord d'une récession.

Encadré 2 :

**Produits alimentaires importés
en % net du PIB en 2007**



**Croissance de la population
Variation en % 2008-2028**

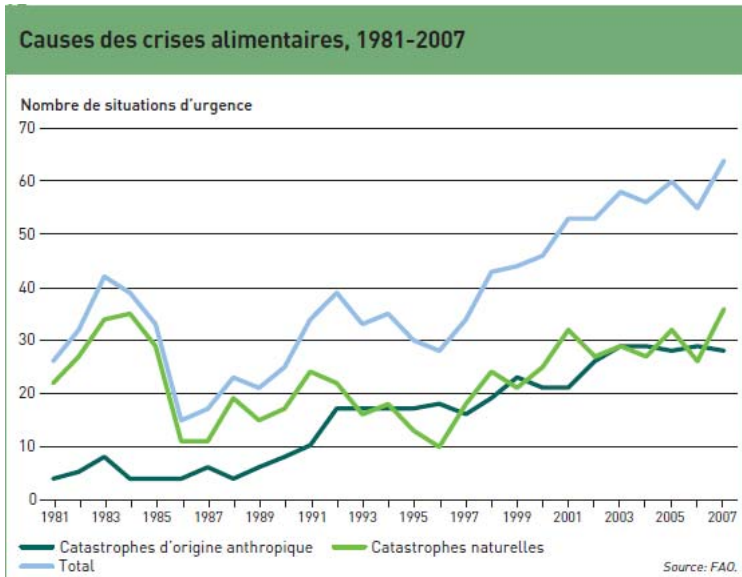


Sources: UNCTAD secretariat calculations and estimates based on United Nations Department of Economic and Social Affairs (DESA) Population Division projections; UN DESA Comtrade; and International Monetary Fund Direction of Trade databases.

Les causes de l'inflation des prix

Au cours des vingt dernières années, un nombre accru de pays a été confronté à des crises alimentaires, dont les causes sous-jacentes sont devenues plus complexes. Dans de nombreux cas, les catastrophes causées d'origine humaine sont venues s'ajouter aux catastrophes naturelles, débouchant sur des crises longues et complexes. Dans d'autres cas, des crises dues à l'intervention humaine ont été aggravées par des catastrophes naturelles. Ces dernières ont été les causes premières de l'insécurité alimentaire jusqu'au début des années 90; depuis 10 ans, les crises d'origine humaine gagnent en importance.

En effet, l'emballement actuel des prix se distingue des précédentes envolées par le fait qu'il porte sur presque toutes les denrées vivrières de base et matières premières agricoles. Tous les produits de base, pas seulement les denrées alimentaires, sont concernés. Les racines de cette hyperinflation sont plurielles et s'entremêlent à l'envi.



Causes conjoncturelles

Par nature, la crise reflète **un déséquilibre entre l'offre et la demande** dû à une «crise de la production» conjuguée avec une augmentation de la demande et du pouvoir d'achat tendanciels ces dernières années. C'est aussi une «crise des prix» à cause du dysfonctionnement et de la manipulation des marchés. Parmi les facteurs décisifs plus spécifiquement en cause, et qui ont été fournis par les dirigeants politiques à maintes reprises, on peut mentionner des stocks alimentaires réduits, les changements climatiques et les sécheresses récentes dans des pays fournisseurs de premier plan, la demande accrue pour certains produits alimentaires liée à la croissance démographique, l'augmentation du revenu, à l'urbanisation et à la modification des habitudes alimentaires dans les centres urbains et finalement les cultures et terres qui seraient massivement affectées à la production de biocarburants, etc. Le rapport entre les stocks et l'utilisation des céréales à l'échelle mondiale est estimé à 19,4 pour cent pour 2007/08, le plus bas depuis 30 ans⁸.

⁸ FAO. 2008. L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008. Rome

Tous ces problèmes contribuent bien sûr à la crise alimentaire actuelle. Elles n'expliquent pas toutefois pas totalement la situation actuelle. Cependant, ce sont plutôt divers facteurs qui ont eu des effets plus ou moins importants selon les produits alimentaires. **L'afflux de capitaux spéculatifs** dans le secteur des produits de base (y compris les denrées alimentaires) dans un marché mondial de plus en plus interconnecté est un autre facteur. L'instabilité et les turbulences récentes sur les marchés financiers, hypothécaires et immobiliers mondiaux qui ont été déclenchées par l'effondrement du marché du crédit hypothécaire à haut risque aux États-Unis ont poussé les spéculateurs à la recherche d'actifs dont les prix allaient augmenter. Ayant perçus les tensions sur les marchés mondiaux des denrées alimentaires, ils ont réorienté leurs portefeuilles en conséquence (contrats d'arbitrage sur indices, contrats à terme et contrats d'option sur les produits de base⁹). A noter que la spéculation n'a pas créé la vague, mais qu'elle l'augmente et ajoute à la fébrilité des marchés. D'ailleurs, on remarque qu'il n'y a pas de Bourse pour un produit comme le riz, donc pas de spéculation et pourtant, il a presque autant augmenté que le blé.

Selon certaines estimations, les fonds d'investissement contrôlaient 50 à 60 % du blé négocié sur les plus grands marchés mondiaux de produits de base. Une société estime que le montant des investissements spéculatifs placés dans les marchés à terme de produits de base (des marchés où les investisseurs n'achètent ni ne vendent aucun produit physique, comme le riz ou le blé, mais misent simplement sur les fluctuations de prix) est passé à 5 milliards de dollars US en 2000 à 175 milliards de dollars en 2007¹⁰.

La hausse des prix de l'énergie a aussi fortement majoré le coût de la production alimentaire dans les pays en développement. Elle a augmenté le coût de la transformation et de la distribution des produits alimentaires en majorant les prix des intrants tels qu'engrais, semences et pesticides, ainsi que les coûts d'exploitation du matériel agricole et des opérations d'irrigation, de transport et de transformation. Alors que la part de l'énergie dans le coût de la production agricole est de 4 % environ dans la plupart des pays développés, par exemple, elle est de 8 à 20 % dans certains grands pays en développement, comme le Brésil, la Chine et l'Inde¹¹.

La décision prise par quelques grandes puissances agricoles de se défaire de leurs stocks de grains, considérés par l'OMC comme des armes déloyales, est aussi une explication de la crise pour le moyen terme. Pour réduire les coûts importants du stockage et se rapprocher d'un fonctionnement en flux tendus, l'Union européenne, depuis 1992, s'est progressivement débarrassée des stocks qu'elle avait accumulés. Or, ces stocks de réserve, à l'instar des stocks américains dans les années 1950-1960, stabilisaient les prix agricoles mondiaux

⁹ On estime qu'au cours du premier trimestre de 2008, le volume des contrats à terme et des contrats d'option sur les céréales négociées au niveau mondial aurait bondi de 32 % par rapport à la même période en 2007. Idem

¹⁰ CNUCED. 2008. Répondre à la crise alimentaire globale. Nations Unies. Genève et New York

¹¹ Idem

dans leur ensemble. Grâce à eux, l'Europe faisait office de "stockeur en dernier ressort" et pouvait intervenir en cas de déficit de production. La Chine, de même, a déstocké de façon massive depuis 2000. Ses stocks de blé sont passés de 100 millions de tonnes en 2000 à 35 millions de tonnes en 2006¹².

D'où la demande de biocarburants a été accusée d'être un important facteur dans la hausse des prix mondiaux des produits agricoles. Mais, l'importance de ce lien n'est pas encore tout à fait claire. Il semble qu'elle varie selon la culture de biocarburant en question, le volume des échanges dont elle fait l'objet, les possibilités de substitution et les possibilités d'utiliser les terres qui servent pour cultiver des produits alimentaires à produire des matières premières pour les biocarburants. Par exemple, 1,4 % seulement du blé est utilisé pour produire des biocarburants dans l'Union européenne, et environ 0,6 % seulement au niveau mondial. Le prix du riz s'est envolé de 165 % entre avril 2007 et avril 2008, alors que le riz ne sert pas à produire des biocarburants et rien ne permet de penser que des terres où le riz était cultivé aient été transformées en zones de production de matières premières pour les biocarburants¹³.

Par contre, les États-Unis ont prévu dans leur loi de 2007 sur l'énergie des niveaux ambitieux pour l'utilisation des biocarburants dans le transport qui vont bien au-delà de ce que prévoyait la législation antérieure, en passant d'un objectif de 9 milliards de gallons en 2008 à 36 milliards de gallons en 2022. L'utilisation de maïs pour la production d'éthanol a pratiquement doublé entre 2005/06 et 2007/08. En 2009, selon les prévisions, près de 38 % du maïs utilisé aux États-Unis, soit 100 millions de tonnes, sera consacré à la production de biocarburants. Autrement dit, sachant que 225 kg de maïs suffisent à nourrir une personne au Mexique pendant un an, près d'un quart du maïs made in USA est aujourd'hui destiné aux automobiles. Cependant, le maïs alimentaire se raréfie, et comme tout ce qui est rare est cher, d'après la FAO, ce phénomène est responsable d'un tiers de la hausse des prix mondiaux du maïs (et même de 70 %, d'après le FMI). Et voilà qui explique pourquoi la tortilla mexicaine est devenue inabordable. En tout état de cause, les États-Unis ont joué un rôle dans la hausse des prix du maïs. Celui-ci demeure pourtant la céréale qui a le moins augmenté comparativement. En revanche, l'éthanol du Brésil, tiré de la canne à sucre, est objectivement étranger à l'emballement du prix des céréales¹⁴.

L'UE, l'Inde, le Brésil et la Chine se sont également fixés leurs propres objectifs pour développer les biocarburants. Par exemple, l'Union européenne a déclaré que d'ici à 2010, 5,75 % de toute l'essence vendue aux automobilistes en Europe devraient provenir de la production de biocarburants. Selon une nouvelle législation à l'examen, ce taux serait porté à 10 % d'ici à 2020. L'Union européenne représente 90 % environ de la production mondiale de biodiesel, et

¹² CNRS. 2008. Les Racines de la crise. Paris. (n°224 - Septembre)

¹³ Berthelot. Jean François. 2008. Une analyse critique des causes de la flambée des prix agricoles mondiaux. <http://isara.unblog.fr/files/2008/05/flambeedesprix.pdf>

¹⁴ FAO. 2008. La Situation mondiale de l'alimentation et l'Agriculture. Rome

la principale matière première utilisée est le colza. On estime qu'en 2004, on a utilisé pour la production de biodiesel dans l'UE 4,1 millions de tonnes de graines oléagineuses, soit l'équivalent de 20 % de la production totale de graines oléagineuses de l'UE à 25. En plus des objectifs ambitieux en matière de mélange qu'ils ont fixés, les États-Unis et l'Union européenne appliquent des tarifs douaniers et des règlements techniques qui restreignent l'importation de biocarburants. Ces instruments, conjugués aux subventions traditionnelles pour la production agricole, contribuent à détourner vers la production de biocarburants des terres et des cultures qui servaient à la production alimentaire¹⁵.

Causes structurelles :

Des causes structurelles durables moins évidentes mais tout aussi importantes, et ont bel et bien contribué aux graves problèmes de disponibilité alimentaire. Il s'agit en particulier des difficultés pour de nombreux pays en développement d'accroître la production et la productivité agricoles pour répondre à la demande de produits alimentaires dans le pays et pour le commerce international. Dans une grande mesure, les problèmes sont dus à des tensions intrinsèques parce que les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation ne sont pas considérés comme des secteurs économiques ordinaires.

Comme on a longtemps porté peu d'intérêt au secteur agricole, la **productivité agricole a été relativement faible**, voire en recul dans beaucoup de pays en développement. Selon les chiffres de la CNUCED, le secteur agricole était plus productif il y a cinquante ans qu'il ne l'est aujourd'hui, en particulier dans les PMA. En termes de rendement, la croissance annuelle des cultures céréalières dans nombre de ces pays est passée de 3 à 6 % dans les années 80 à seulement 1 à 2 % actuellement¹⁶.

Divers facteurs – physiques, politiques, institutionnels et financiers – contribuent expressément à la faible productivité. Les terres cultivables disponibles diminuent, souvent à cause de l'urbanisation des zones agricoles. La taille moyenne des exploitations diminue elle aussi et de plus en plus d'agriculteurs cultivent des terres écologiquement fragiles. Le manque d'eau et d'électricité, l'accès difficile à l'irrigation de même que l'absence d'investissement dans le développement agricole, y compris la recherche-développement, ont réduit les possibilités de développer la production agricole et le rendement des terres et des cultures.

Bien que le secteur agricole est le secteur économique le plus sensible sur le plan politique, économique et social et le plus gros contribuant au produit

¹⁵ CNRS. 2008. Les Racines de la crise. Paris. (n°224 - Septembre)

¹⁶ CNUCED. 2008. comment s'attaquer à la crise alimentaire mondiale ? Synthèses de la CNUCED. (Juin – n°2)

intérieur brut (PIB) et à l'emploi, il a reçu **un soutien minime aux niveaux national et international** en termes de budget public et d'investissements privés. Cette absence d'investissements s'explique par les programmes d'ajustement structurel qui ont encouragé l'austérité budgétaire et négligé ou dévalorisé le rôle des mesures de soutien institutionnelles fondamentales, notamment les offices de commercialisation, les services de vulgarisation appuyés par les pouvoirs publics, les subventions pour les intrants agricoles (semences, pesticides, herbicides, engrais, etc.) et les fonds de stabilisation aussi bien pour des produits de base agricoles (café, thé, cacao, coton ou tabac, etc.) que pour des denrées de base telles que le blé ou le maïs, sans que des alternatives viables soient offertes¹⁷.

La situation s'est encore aggravée par le sous-investissement dans les infrastructures (communications, irrigation, transport) nécessaires pour distribuer les produits agricoles, et par le renforcement des droits de propriété intellectuelle sur les obtentions végétales et les technologies pour les semences nouvelles. Par exemple, en Afrique subsaharienne, la multiplication des "droits de ficelle" – des prélèvements parafiscaux sur les denrées agricoles sans fondement légal et souvent détournés à des fins privées – constitue un obstacle à la circulation et au commerce des marchandises agricoles. Plus généralement, l'insécurité qui plane sur les droits de propriété n'incite pas à investir. Une terre peut être confisquée du jour au lendemain. L'État, bien souvent, se comporte en prédateur.

Le problème apparaît dans toute son ampleur dans le modèle agricole de type « Révolution verte » depuis les années 1950 d'une part, et, la libéralisation du commerce et les politiques d'ajustement structurel imposées aux pays pauvres par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international depuis les années 1970, d'autre part, renforcés par la mise en place de l'Organisation mondiale du commerce au milieu des années 1990 et, plus récemment, par une avalanche d'accords bilatéraux de libre échange et d'investissement. Tout cela a entraîné le démantèlement impitoyable des droits de douane et des autres outils que les pays en développement avaient créé pour protéger la production agricole locale¹⁸. Autrement dit, il y eut un désengagement des États dans le développement rural, sous l'influence des institutions financières internationales.

Les pays en développement qui ont libéralisé leur agriculture trop rapidement et trop largement ont été durement touchés par le dumping à prix bradés des **exportations alimentaires subventionnées en provenance de pays développés**. Ces pratiques ont porté préjudice à la production pour le marché intérieur et pour l'exportation, et empêché les agriculteurs de répondre par l'offre à la crise actuelle. En fait, aujourd'hui 70% des pays en développement qui sont traditionnellement des exportateurs de produits alimentaires, sont devenus des importateurs nets de produits alimentaires au cours des vingt

¹⁷ Banque Mondiale. 2008. *l'agriculture au service du développement*. Washington

¹⁸ South Center. 2008. *Food and Energy Crisis: Time to Rethink Development Policy Reflections from the High Level North - South Dialogue on Food and Energy Security* Geneva: South Center

dernières années¹⁹. Et sur un total estimé de 845 millions de personnes souffrant de la faim au niveau mondial, 80 % sont de petits agriculteurs²⁰.

Il ressort de données récentes pour 2006 que dans les pays les moins avancés, 20% en moyenne des produits alimentaires consommés sont importés et que dans certains pays la proportion est nettement plus élevée (par exemple, 67 % au Lesotho, 82 % en Gambie, 32 % en Mauritanie et 31 % au Malawi)²¹. Ainsi, les producteurs ruraux se sont détournés de cultures auparavant pratiquées pour l'alimentation de base des populations locales, au profit de cultures commerciales plus rentables destinées aux marchés des pays développés (fleurs coupées, fruits et légumes exotiques, tourteau de soja pour le bétail, tabac, etc.).

Plus grave encore, l'aide et notamment **l'aide publique au développement** (APD) apportée aux pays en développement pour l'agriculture est en recul. Entre 1980 et 2002, les institutions multilatérales ont réduit les dépenses d'APD pour l'agriculture de 3,4 milliards de dollars à 0,5 milliard de dollars (une diminution de 85 %). Les donateurs bilatéraux ont quant à eux ramené leurs apports de 2,8 milliards de dollars à 1,7 milliard de dollars (une diminution de 39 %)²². En outre, l'aide pour la science, la technologie et l'innovation indispensables pour développer la productivité agricole ne représente qu'une fraction de l'aide totale. L'aide pour la recherche agricole reste totalement insuffisante pour favoriser les améliorations de la productivité et la vulgarisation agricole dans la plupart des pays en développement et des PMA. Par exemple, 3 % seulement de l'aide pour la science, la technologie et l'innovation va à la recherche agricole dans les PMA, et 2 % et 1 % seulement, respectivement, vont spécifiquement à l'enseignement et à la formation agricoles et à la vulgarisation agricole²³.

Dans son document intitulé « L'agriculture au service du développement rural durable » publié en 2003²⁴, l'ACDI a fait de l'agriculture l'une de ses priorités sectorielles, et s'est engagé à augmenter le financement pour le développement agricole de 95 millions \$/an à 500 millions de dollars/an d'ici 2008. Cela devrait contribuer à des progrès significatifs dans la réalisation des OMD concernant la pauvreté, la faim, l'équité entre les sexes, la durabilité de l'environnement, la santé et l'éducation. Par contre, en Mars 2005, le financement de l'ACDI s'est arrêté à environ 200 millions \$. En Février 2007, le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international a recommandé à l'unanimité que « *l'ACDI se doit d'établir l'agriculture comme un secteur prioritaire en utilisant les stratégies et les politiques développées dans son document intitulé «Promouvoir un*

¹⁹ GRAIN. 2008. "Making a killing from hunger". Against the grain. April. <http://www.grain.org/articles/?id=39>

²⁰ idem

²¹ CNUCED. 2008. Répondre à la crise alimentaire globale. Nations Unies. Genève et New York

²² Idem

²³ CNUCED. 2008. Répondre à la crise alimentaire globale. Nations Unies. Genève et New York

²⁴ ACDI. 2003. L'agriculture au service du développement rural durable – Politique. (Avril). <http://www.acdi-cida.gc.ca/CIDAWEB/acdicida.nsf/Fr/REN-2181377-PRU#pdf>

développement rural durable" centré sur le développement durable et la réduction de la pauvreté et la faim." Pourtant, il n'y eût aucune suite à cette recommandation²⁵.

Par ailleurs, **l'aide alimentaire** en nature a parfois eu des effets indésirables sur l'agriculture des pays en développement. Dans le cas des céréales, par exemple, l'aide alimentaire en nature a atteint un pic en 1999-2000, quand il y avait d'importants excédents de céréales à bas prix, mais elle a eu pour résultat de déprimer les prix des agriculteurs des pays en développement du monde entier. En effet, une aide alimentaire en nature fournie à bas prix peut déprimer les prix intérieurs des produits alimentaires et constituer dès lors un frein à produire localement des cultures vivrières similaires.

En outre, l'investissement direct à l'étranger (IDE) dans la production agricole en tant que telle a été très limité jusqu'à présent – ainsi en 2005, 300 milliards de dollars de stock d'IDE seulement, soit moins de 3 %, étaient détenus dans l'agriculture et les industries alimentaires. Selon la FAO, l'investissement dans l'agriculture entre 1980 et 2006 a chuté de 17 à 3 % alors que, dans le même temps, la population mondiale a cru de 78,9 millions chaque année²⁶. En fait, l'investissement étranger est surtout concentré dans la transformation et la commercialisation. En revanche, l'investissement privé intérieur et étranger dans les cultures commerciales a été important. Globalement, le déficit d'investissement s'est creusé au fur et à mesure que les industries agricole et alimentaire devenaient plus capitalistiques.

L'un des plus gros obstacles au développement agricole dans les pays en développement fut **les structures de marché, les fusions et les alliances stratégiques de nature oligopolistique (du côté du vendeur) ou oligopsonistique (du côté de l'acheteur) dans le secteur agroalimentaire**²⁷. En conséquence, les agriculteurs des pays en développement ne perçoivent qu'une fraction relativement réduite du prix de détail de leurs produits, ce qui restreint les perspectives de profit propres à encourager la production alimentaire dans ces pays. On a estimé ainsi que deux sociétés détenaient 65 % et 44 %, respectivement, des marchés mondiaux des semences de maïs et de soja; que six sociétés contrôlaient 75 à 80 % du marché mondial des pesticides; que cinq sociétés contrôlaient plus de 80 % du commerce mondial des bananes, avec une tendance à l'intégration verticale de la chaîne d'approvisionnement dans ce secteur, comme dans plusieurs autres dans l'industrie agroalimentaire; et que les 30 premières entreprises de distribution alimentaire représentaient un tiers des ventes mondiales d'épicerie (voir encadré 3²⁸).

²⁵ Food Grains Bank. 2008. Food Justice Network Update. Vol. 7. (Mai)

²⁶ "La Faim dans le monde progresse", www.enviro.2b.com, 16 octobre 2008

²⁷ GRAIN. 2008. Making a killing from hunger. Against the grain. April. <http://www.grain.org/articles/?id=39>

²⁸ GRAIN. 2008. Making a killing from hunger. Against the grain. April. <http://www.grain.org/articles/?id=39>

Encadré 3 : Augmentation des bénéfices de certaines des plus grandes entreprises mondiales d'engrais chimiques

| <i>Tableau 1. Société</i> | Bénéfices en 2007 (millions USD) | Augmentation par rapport à 2006 (%) |
|---------------------------|----------------------------------|-------------------------------------|
| Potash Corp (Canada) | 1 100 | 72 % |
| Yara (Norvège) | 1 116 | 44 % |
| Sinochem (Chine) | 1 100 | 95 % |
| Mosaic (États-Unis) | 708 | 141 % |
| ICL (Israël) | 535 | 43 % |

Ces concentrations ont facilité l'exercice de la puissance d'achat, au point que la viabilité des activités agricoles en a souffert. D'une part, les industriels de l'agroalimentaire, les négociants de produits de base en vrac ou les supermarchés qui négocient directement avec les producteurs des pays en développement ont fortement pesé à la baisse sur les prix offerts à ces agriculteurs pour leurs produits, tout en imposant des conditions rigoureuses. D'autre part, les grandes chaînes de distribution (qui se développent aussi maintenant de manière dynamique dans les pays en développement) ont exercé leur puissance d'achat sur les intermédiaires qui les approvisionnent en produits afin de faire baisser les prix et d'imposer diverses conditions abusives – avec un effet de domino en amont de la chaîne d'approvisionnement et parfois une répercussion des pressions sur les prix et aussi des risques sur les agriculteurs des pays en développement. Bref, l'internationalisation des marchés agricoles, qui prône à mots couverts la création d'une immense « ferme mondiale » où toutes les ressources humaines, naturelles, techniques et financières pourraient se conjuguer sans contraintes, a entraîné une concentration de la production au profit des firmes agroalimentaires occidentales, et une asphyxie des petites paysanneries du Sud.

Impacts des secousses mondiales:

Si les prix des denrées sont en train de baisser, essentiellement face aux perspectives favorables de récolte mais c'est aussi dû, entre autres, au ralentissement de l'économie mondiale. Dans ce contexte de turbulences alimentaires et de perspectives économiques mondiales incertaines, le monde risque de tomber de Charybde en Scylla en 2009 comme le fait remarquer le directeur général de la FAO²⁹. Cela pourrait signifier une réduction des semis qui serait suivie d'une diminution des récoltes dans les principaux pays exportateurs. Étant donné que les stocks céréaliers demeurent bas, la FAO avertit que « *si la volatilité des prix et la situation actuelle des liquidités se prolongent en 2008/09,*

²⁹ FAO. La crise financière pourrait aggraver la crise alimentaire. 15 Octobre 2008. Rome

la production pourrait en être affectée au point qu'on assisterait à une nouvelle flambée des prix en 2009/10, qui déclencherait des crises alimentaires encore plus graves que celles que nous avons vécues récemment »³⁰.

Les crises alimentaires et financières mondiales ont et auront des effets de longue durée sur les économies émergentes et les pauvres avec des implications sérieuses sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la stabilité macroéconomique et la sécurité politique. Si la crise financière et le ralentissement économique actuels avaient entraîné les prix alimentaires à des niveaux plus bas, ils ont aussi réduit la disponibilité de capital au moment où l'investissement accéléré dans l'agriculture est une nécessité urgente, et ont réduit les « salaires réels » des travailleurs pauvres.

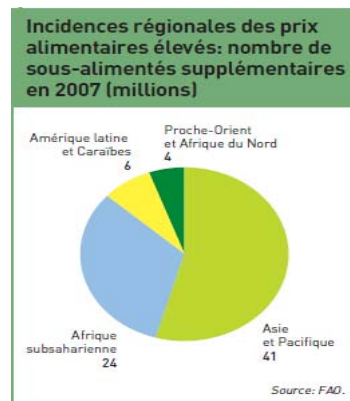
Implications au niveau social et agricole

Déjà, l'ONU affirme que la hausse des prix des produits de base (en particulier des aliments) a eu **un fort impact sur la pauvreté**, en faisant basculer de 130 à 155 millions de personnes sous le seuil de pauvreté pour la seule période comprise entre décembre 2005 et décembre 2007³¹. C'est surtout les pauvres qui

deviennent encore plus pauvres, car ils doivent payer toujours une plus grande part de leurs faibles revenus pour la nourriture - même en laissant moins d'argent pour l'éducation, les soins de santé, le logement et autres besoins de base. Les couches les plus pauvres, dans les villes comme dans les campagnes, ainsi que les paysans sans terre et les ménages dirigés par des femmes étaient les plus affectés surtout dans les pays où le régime alimentaire est largement composé de denrées commercialisées sur le plan international. Selon les chiffres de la FAO portant sur neuf pays en développement, les trois quarts environ des ménages ruraux et 97% des ménages urbains sont acheteurs nets d'aliments. Ainsi, L'érosion de leurs revenus réels pèse sur leur capacité à subvenir à leurs besoins de base mais aussi sur leurs perspectives d'échapper à la pauvreté.

La faim en quelques chiffres :

- ▶ **923 millions** : le nombre de personnes souffrant de famine dans le monde. En Afrique et en Asie, ce chiffre est de 750 millions de personnes.
- ▶ **30 milliards d'euros** : le montant annuel nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire dans les pays pauvres.
- ▶ **La part de l'agriculture dans l'aide au développement** : 17% en 1980 et 3% en 2006.
- ▶ **Indice FAO des prix alimentaires** : +12% en 2006 ; + 24% en 2007 ; +50% sur le sept premiers mois de 2008.



³⁰ FAO. 2008. Perspectives de l'alimentation

³¹ ONU. 2008. Objectifs du Millénaire pour le développement – Rapport 2008. New York

Parmi les effets dévastateurs des deux crises, la FAO estime que le nombre de **personnes souffrant chroniquement de la faim** dans le monde a augmenté de 75 millions en 2007 pour atteindre 923 millions d'individus³². Selon les estimations d'Oxfam, 290 millions de personnes vivant dans les pays les plus vulnérables à la crise alimentaire courent de risque de sombrer dans la pauvreté³³. En effet, ces dix dernières années, la faim a augmenté alors que le monde s'enrichissait et produisait plus de denrées que jamais. A long terme, au cours de la période 2003-05, avant la récente hausse des prix alimentaires, le nombre de victimes de la faim chronique avait déjà augmenté de 6 millions de personnes par rapport à 1990-92³⁴. Force est de constater, en effet, que les premiers progrès obtenus vers le milieu des années 90 en matière de réduction de la faim dans plusieurs régions en développement n'ont pas été maintenus. Il sera donc d'autant plus difficile de réduire le nombre de personnes sous-alimentées à 420 millions d'ici 2015.

Le prix élevé des produits faisant l'objet d'un commerce international, tels que les céréales de base et les huiles végétales, devrait **accroître la prévalence de la malnutrition** chez les ménages urbains et ruraux, en particulier dans les pays où les régimes sont déjà peu diversifiés. On estime qu'en 2020 la malnutrition atteindra 16 millions d'enfants³⁵. En Indonésie, par exemple, bien que la croissance de l'économie se situe à environ 6% par an, près de 100 millions de personnes y vivent avec moins de 1 dollar EU par jour. Les données du FAO font état d'une progression de la malnutrition infantile. Au premier semestre 2008, elle a causé la mort de dizaines d'enfants de moins de cinq ans. Dans le même temps, le coût des produits à base de soja qui, comme le tofu et le tempeh, sont une source vitale de protéines a renchéri de quelque 50% du fait de la montée en flèche du prix des denrées sur les marchés internationaux. Au Bangladesh, une augmentation de 50% des prix des produits alimentaires peut augmenter la carence en fer chez les femmes et les enfants de 25%³⁶.

On risque d'avoir des **retombées négatives à long terme sur le développement humain** puisque les ménages, pour faire face à la hausse des coûts de l'alimentation, réduisent la quantité et la qualité des aliments consommés, freinent les dépenses consacrées à la santé et à l'éducation ou vendent leurs biens.

D'autre part, la crise des prix alimentaires a augmenté **la compétition pour les terres et les ressources d'eau** pour l'agriculture alors que la baisse des capitaux pour des investissements à long terme en raison de la crise du crédit a entraîné une réévaluation des ressources naturelles. Les prix des terres agricoles, par exemple, ont augmenté dans le monde entier. En 2007 seulement, le prix des terres agricoles a augmenté de 16% au Brésil, 31% en Pologne, et 15% dans le

³² FAO. 2008. L'état de l'Insécurité Alimentaire 2008. Rome, Italie

³³ Oxfam International. 2008. Des prix à double tranchant. Oxfam

³⁴ Idem.

³⁵ IFPRI. Food Price Crisis and Financial Crisis Present Double Threat for Poor People. 1 December 2008

³⁶ FAO. 2008. L'état de l'Insécurité Alimentaire 2008. Rome, Italie

Midwest des États-Unis. Les contraintes en capital ont également conduit à la surexploitation et la dégradation des ressources naturelles. Dans de nombreux pays, les sources d'eau sont presque entièrement utilisées, alors que la croissance de la demande de l'eau pour l'agriculture devrait augmenter considérablement dans l'avenir. L'Institut International de Gestion des Eaux (IWMI) souligne qu'au moins 2000 à 3000 kilomètres de cube d'eau, soit l'équivalent de 33% de l'eau agricole en cours d'usage, devront être trouvées pour les cultures irriguées et pluviales en 2030³⁷.

Les pressions sur les ressources naturelles, combinées avec le manque de la confiance dans les marchés en raison de la crise des prix, ont attiré l'attention sur l'importance des investissements étrangers directs dans l'agriculture. Un certain nombre de pays, dont plusieurs riches en capital mais ayant des graves contraintes en terme de ressources naturelles, se sont tournés vers les investissements à l'étranger dans l'agriculture pour garantir l'offre intérieure. Il s'agit d'acheter des terres pour externaliser la production alimentaire. Ainsi, la terre agricole s'est transformée en un nouvel actif stratégique et son contrôle est devenu un nouveau pôle d'attraction pour les investisseurs privés.

On distingue deux stratégies parallèles qui animent deux types d'accapareurs de terres et dont, si leur point de départ est peut être différent, leurs voies finissent par converger. D'une part, les gouvernements préoccupés par l'insécurité alimentaire s'emparent de vastes territoires agricoles pour assurer leur propre production alimentaire offshore. L'Arabie saoudite, le Japon, la Chine, l'Inde, la Corée, la Libye et l'Égypte sont à placer dans cette catégorie. Ils étaient à la recherche de terres agricoles fertiles dans des pays comme l'Ouganda, le Brésil, le Cambodge, le Soudan et le Pakistan³⁸. D'autre part, les sociétés agro-alimentaires et les investisseurs privés en quête de profit dans un contexte d'aggravation de la crise financière, voient dans les investissements dans des terres agricoles à l'étranger une source de revenus importante et nouvelle.

Ces investissements dans l'agriculture sont une bonne maîtrise comme ils encouragent la dynamique Sud-Sud et la construction d'une économie coopérative, hors d'atteinte de l'impérialisme. Mais, les travailleurs, les agriculteurs et les communautés locales vont inévitablement perdre l'accès aux terres pour une production locale de produits alimentaires. Il existe aussi un risque tout à fait réel de voir non seulement les denrées alimentaires mais aussi les profits générés par ces activités agricoles à l'étranger détournés vers d'autres pays, vers d'autres consommateurs qui peuvent payer, ou simplement vers des élites étrangères. Ces activités ne vont pas nécessairement réduire la crise alimentaire ni apporter du « développement » aux communautés locales. En plus, ces investissements agricoles à l'étranger seront facilités par des traités

³⁷ IWMI. Water And Food Crises Inextricably Linked. 18 June 2008

³⁸ Joachim von Braun. 2008. Food and Financial Crises: Implications for Agriculture and the Poor. IFPRI. December

d'investissements bilatéraux et des accords de libre-échange plus globaux, ce qui rendra plus difficile encore la résolution des futurs problèmes.

Il est vrai que certaines des transactions réservent une partie de l'alimentation produite pour les communautés locales de la zone ou le marché national. Certaines prévoient même des programmes sociaux comme la construction d'hôpitaux ou d'écoles. Elles favorisent néanmoins un modèle industriel de l'agriculture qui a engendré pauvreté et destruction de l'environnement, et a exacerbé la perte de biodiversité, la pollution par les produits chimiques agricoles et une contamination des cultures par des organismes génétiquement modifiés³⁹.

A cet effet, **Le sol**, un élément fondamental de la production alimentaire, ne peut se passer d'engrais chimiques pour pouvoir simplement rester en vie, et éviter une érosion des sols et une nuisance à sa capacité à obtenir les rendements agricoles. Dans le contexte actuel de pénurie de l'offre alimentaire, les sociétés qui contrôlent le marché mondial des engrais, pour en profiter, ont appliqué les prix qu'elles veulent. Les bénéficiaires de Mosaic, une filiale de Cargill qui contrôle l'essentiel de l'approvisionnement mondial en potasse et en phosphate, ont plus que doublé en 2007. Le plus grand fabricant mondial de potasse, le Canadien Potash Corp, a enregistré plus d'un milliard de dollars US de bénéfices, soit une augmentation de plus de 70 % par rapport à 2006. Maintenant qu'ils paniquent pour les approvisionnements à venir, les gouvernements sont prêts à tout pour augmenter leurs récoltes, ce qui donne à ces entreprises un pouvoir supplémentaire. En avril 2008, la société offshore conjointe de commerce international de Mosaic et Potash a augmenté le prix de sa potasse de 40 % pour les acheteurs basés en Asie du Sud-est, et de 85 % pour ceux basés en Amérique latine. L'Inde a dû payer 130 % de plus qu'en 2007, et la Chine 227 % de plus.

Les plus grands industriels de l'agroalimentaire du monde, dont certains sont également négociants de produits de base, profitent aussi de la situation. Les ventes mondiales de Nestlé ont augmenté de 7 % en 2007. Les marges d'Unilever sont, elles-aussi, en augmentation. Les bénéfices de ces entreprises agroalimentaires ne semblent pas se faire au détriment des enseignes de la vente au détail. Le groupe de supermarchés britanniques Tesco signale une hausse record de ses bénéfices, de 12,3 % par rapport à 2007. D'autres enseignes importantes, comme Carrefour en France et Wal-Mart aux États-Unis, indiquent que l'augmentation de leurs bénéfices se maintient grâce aux ventes des produits alimentaires. La branche mexicaine de Wal-Mart, Wal-Mex, qui gère un tiers de l'ensemble des ventes de produits alimentaires au Mexique, a fait état d'une augmentation de 11 % des bénéfices pour le premier trimestre 2008⁴⁰.

³⁹ Grain. Main Basse sur les Terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière. Octobre 2008. <http://www.grain.org/go/mainbasse>

⁴⁰ GRAIN. 2008. Crise Alimentaire : le commerce de la faim. A contre courant. www.grain.org/acontrecourant/

Il semble que presque toutes les entreprises de la filière alimentaire mondiale font un malheur avec la crise alimentaire actuelle. Les semenciers et leurs entreprises de produits agrochimiques s'en sortent également très bien. Monsanto, le plus gros semencier au niveau mondial, a communiqué sur une augmentation de 44 % de son bénéfice global en 2007. DuPont, le deuxième semencier mondial, a annoncé que ses bénéfices 2007 sur les semences avaient augmenté de 19 %, et dans le même temps, Syngenta, premier fabricant de pesticides et troisième semencier mondial, a affiché une augmentation de 28 % de ses bénéfices au cours du premier trimestre de 2008.

Ces bénéfices record n'ont aucun rapport avec une éventuelle valeur nouvelle produite par ces entreprises, et il ne s'agit pas non plus d'une manne exceptionnelle provenant d'un changement soudain de l'offre et de la demande. Ils traduisent au contraire le pouvoir extrême que ces intermédiaires ont réussi à acquérir peu à peu, au travers de la mondialisation du système alimentaire. Ces entreprises participent étroitement à la formulation des règles commerciales qui régissent le système alimentaire actuel, et contrôlent étroitement les marchés et systèmes financiers toujours plus complexes qui régulent les échanges commerciaux mondiaux. Elles sont dans une position idéale pour transformer la rareté des produits alimentaires en immenses profits.

Cela n'empêche que la crise alimentaire a permis un redressement de redressement de la production céréalière. Comme la croissance agricole est un élément crucial pour résoudre les crises alimentaires, renforcer la sécurité alimentaire, et accélérer la croissance pro-pauvre. Après des décennies de négligence et de politique de sous-investissement dans les sciences agricoles et les infrastructures rurales⁴¹, la flambée des prix des produits alimentaires a incité les décideurs, les agriculteurs, et les investisseurs à accroître la productivité agricole.

La production céréalière mondiale de 2008/09 devrait atteindre 2,24 milliards de tonnes, en progression de 5,3 pour cent. La production mondiale de blé de 2008/09 devrait s'établir à 677 millions de tonnes, ce qui constituerait un nouveau record, compte tenu de l'augmentation des récoltes prévues en Europe, Amérique du Nord et Océanie.

L'accroissement de la production de riz (estimée pour 2008/09 à 450 millions de tonnes) et le recul des prix des denrées alimentaires devraient soulager les consommateurs. La production mondiale de céréales secondaires de 2008/09 devrait largement satisfaire l'accroissement des besoins avec des prévisions de 1,11 milliard de tonnes⁴².

La production mondiale de poisson devrait augmenter d'un pour cent seulement en 2008, sous l'effet de la croissance soutenue de l'aquaculture⁴³. Par

⁴¹ Banque Mondiale. 2007. Rapport sur le développement dans le monde 2008: L'agriculture au service du développement. Washington

⁴² FAO. 2008. Perspectives des récoltes et situation alimentaire. Rome. (n°4 Octobre)

⁴³ Idem

ailleurs, les difficultés de nombreuses banques, très actives dans le financement du développement mondial des pêches de capture et de l'aquaculture, limitent les disponibilités de crédit au secteur. En 2008, ce sont les pays en développement qui ont payé le plus lourd tribut à la hausse des coûts d'importation des denrées alimentaires.

En même temps, les agriculteurs des pays en développement qui ont profité de la hausse des prix agricoles pour élargir leur production se trouvent actuellement en difficulté de payer leurs dettes en raison de la chute de ces prix. Comme les banques ont réduit leurs services de prêt en raison de la crise financière, il est plus difficile pour les petits agriculteurs à faire de nouveaux investissements. La variabilité des prix des denrées alimentaires, cependant, a été un obstacle à une planification à long terme. Les plans généraux pour l'investissement dans l'agriculture, en particulier dans les pays à faible revenu et les économies émergentes, sont également en risque d'être réduit.

Les prix élevés et les conditions météorologiques favorables ont encouragé l'expansion de l'agriculture dans les pays développés en 2007 et 2008, mais la réponse de production dans les pays en développement demeure lente. La production céréalière a augmenté de 11% dans les pays développés entre 2007 et 2008 et seulement 0,9% dans les pays en développement. Si le Brésil, la Chine et l'Inde sont exclus, la croissance de la production de céréales dans les pays en développement a, en réalité, chuté de 1,6%. Même avant la crise, les stocks mondiaux de céréales ont été à leur niveau le plus bas depuis le début des années 1980. Ainsi, pour remettre les stocks à leurs niveaux très bas, la production de céréales devrait augmenter à un taux beaucoup plus élevé, environ 40% en 2008⁴⁴.

Impacts au niveau financier

Selon les prévisions, la croissance de l'économie mondiale devrait se ralentir et la possibilité d'une récession mondiale ne peut pas être écartée. Dans les pays en voie de développement, la croissance devrait chuter de 7,9 % en 2007 à 4,5 % en 2009⁴⁵. Selon les estimations de la Banque mondiale, chaque fois que le taux de croissance économique diminue d'1 %, 20 millions de personnes s'ajoutent à la pauvreté⁴⁶.

⁴⁴ idem

⁴⁵ Banque Mondiale. 2008. Global Economic Prospects 2009 : Commodities at the Crossroads. Washington

⁴⁶ Banque Mondiale. 2008. Protéger les pauvres et la croissance économique face à la crise. 30 Novembre 2008

Ainsi, les pays en développement, épargnés dans un premier temps par les ondes de choc les plus violentes, sont actuellement beaucoup plus exposés. Constituant un groupe très hétérogène, les PED ne présentent bien sûr pas les mêmes types de vulnérabilité par rapport à la crise actuelle. Celles-ci varient en effet selon leur degré d'intégration dans la globalisation financière et selon les spécificités de leur propre processus de développement.

Cependant, le ralentissement se fera principalement sentir chez eux par le biais de mécanismes indirects, notamment **une baisse de la demande pour leurs exportations, une diminution des prix des matières premières et un fléchissement des envois de fonds.** Le commerce international

devrait connaître un ralentissement marqué avec des volumes mondiaux d'exportations diminuant de 2,1 % en 2009, une première baisse depuis 1982 qui éclipse également la baisse de 1,9 % survenue en 1975⁴⁷. Les occasions d'exportations pour les pays en développement vont rapidement s'éteindre en raison de la récession dans les pays à revenu élevé et du tarissement des crédits à l'exportation ainsi que de la hausse des prix des assurances sur les exportations.

La **croissance des exportations** est déjà nettement ralentie dans plusieurs pays en développement. Au Bangladesh, les commandes de prêt-à-porter de l'Europe et les États-Unis a chuté de 7% en Septembre 2008. Année après année, les exportations des Philippines vers les États-Unis sont en baisse de 15%. Au Kenya, l'industrie des fleurs coupées est en souffrance comme ses clients européens sont touchés par la crise⁴⁸.

Le retrait soudain de capitaux étrangers de plusieurs pays en développement a provoqué **une chute spectaculaire de leur taux de change.** Les entreprises et les gouvernements avec des dettes libellées en devises étrangères, risquent d'effondrer. La Rand a perdu 35% de sa valeur entre la mi-septembre et la mi-octobre 2008. Le peso philippin a baissé de 12,3% au cours de l'année. La Roupie indienne a atteint un bas record pour un dollar⁴⁹.

Avec l'augmentation des taux de chômage (baisse des taux d'emploi) dans les pays riches, on s'attend à une **diminution des envois de fond.** En 2007, ces fonds sont évalués à 251 billions\$. Pour plus de 20 pays, la somme de ces fonds représente environ plus de 10% de leur produit intérieur brut. Les Nations

| Prévisions de croissance réelle du PIB pour les régions en développement (évolution des pourcentages par rapport à l'année dernière) | | | |
|--|----|------|------|
| Région | | 2008 | 2009 |
| Asie de l'Est et Pacifique | et | 8.8 | 6.7 |
| Europe et Asie centrale | | 6 | 3.5 |
| Amérique Latine et Caraïbes | et | 4.5 | 2.1 |
| Moyen-Orient et Afrique du Nord | et | 5.7 | 3.5 |
| Asie du Sud | | 6.3 | 5.4 |
| Afrique subsaharienne | | 5.4 | 4.6 |
| Source: BM | | | |

⁴⁷ Idem

⁴⁸ IDS. 2008. Voices from The South. The Impact of the Financial crises on Developing countries. Sussex.

⁴⁹ Idem

Unies prévoient une baisse de ces fonds d'environ 6% en 2008. En effet, ces fonds représentent une principale source de revenu (financement) pour les PVD (par exemple les Philippines, l'Éthiopie). Les travailleurs migrants, qui occupent souvent des postes non qualifiés, étaient parmi les premiers à perdre leur emploi. Entre 2000 et 2007, leurs salaires transférés à leurs pays d'origine ont été multipliés par quatre⁵⁰.

Un tiers d'entre eux ont concerné, en 2007, trois pays : l'Inde (27 milliards de dollars en 2005), la Chine (25,7 milliards) et le Mexique (25 milliards). La Banque mondiale estime qu'ils représentaient 17 % du produit intérieur brut (PIB) d'Haïti au début des années 2000 et 40 % du PIB somalien à la fin des années 1990. Les études de la Banque mondiale ont montré que l'argent des immigrés a contribué à réduire la misère. En Ouganda, la part de la population qui vivait en dessous du seuil de pauvreté s'est réduite de 11 % en 2005⁵¹.

Même si l'Afrique ne reçoit qu'une part minime - 4 % seulement - de l'ensemble des fonds migrants, une réduction sensible de ces sommes peut être une menace. La Banque africaine de développement (BAD) estime que les 15 milliards de dollars attendus en 2008 (14 milliards en 2007) pourraient faire défaut. Au Kenya, en Août 2008, les envois de fonds ont diminué de 38% par rapport à l'année précédente. Et c'était même avant la crise financière actuelle. D'ores et déjà, le Mbusi ya Jamii (littéralement "une chèvre pour la famille"), qui permettait aux Kényans immigrés de payer en ligne des produits et services destinés à la famille restée au pays, a vu son chiffre d'affaires décliner⁵².

Les transferts de fonds à destination de l'Amérique latine et des Caraïbes se sont élevés à près de 60 milliards de dollars au cours de 2007. Soit une hausse à un chiffre entre 2006 et 2007 de 6 %, alors qu'entre 2000 et 2006 la hausse a été de 19 % par an.

La crise de l'immobilier aux Etats-Unis a fait grimper le chômage des Hispaniques à 8,8 % en octobre 2008. Bien au-dessus de la moyenne nationale à 6,5 %. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes estime qu'en 2009, 2 à 3 millions de migrants pourraient être contraints de rentrer au pays⁵³. Le gouvernement mexicain rapporte que les envois de fonds sont passés de 16,2 milliards \$ au cours des huit premiers mois de 2007 à \$ 15,5 milliards au cours de cette période dans 2008⁵⁴.

Parmi les autres effets désastreux, ils subissent une **réduction des flux de capitaux, des retraits massifs de fonds entraînant des pertes sur les marchés des actions, une montée en flèche des taux et un approfondissement du déficit commercial** enregistré par la majorité des pays pauvres. On souligne que la crise

⁵⁰ Le Monde. Les transferts de fonds des immigrés vers leur pays d'origine réduits par la récession. 5 Décembre 2008

⁵¹ Idem

⁵² IDS. Voices from the South. The Impact of the financial crises on Developing countries. Sussex

⁵³ Le Monde. Idem

⁵⁴ Anderson. Sarah. Cavanagh. John & Janet Redman. 2008. Skewed Priorities: How the bailouts dwarf other global crisis spending. Institute for Policy Studies <http://www.ips-dc.org/getfile.php?id=314>

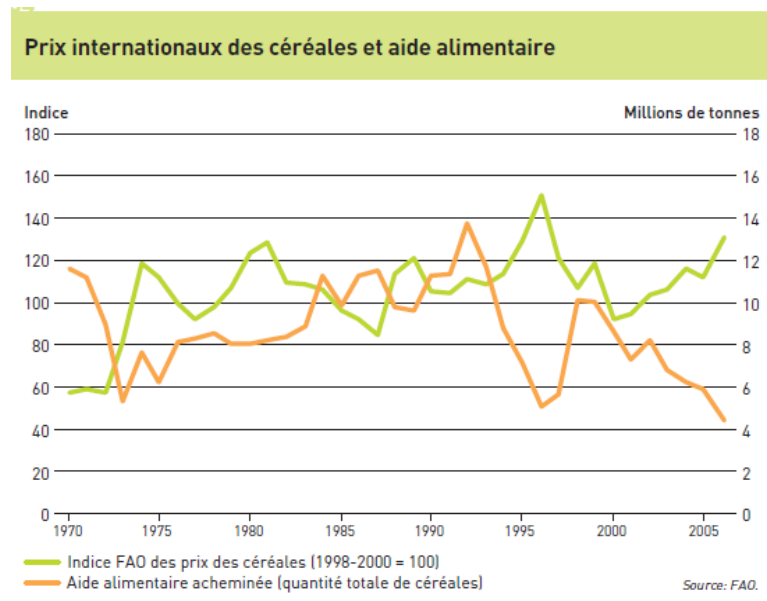
financière va entraîner une baisse de la demande de main-d'œuvre dans nombre de pays en développement, une diminution des salaires et une hausse du chômage.

L'OCDE estime que les **IDE** adressés aux pays en voie de développement vont baisser d'environ 40% durant 2008. En atteignant près de 471 milliards de dollars en 2007 (en nette augmentation par rapport aux 160 milliards de dollars enregistrés en 2002), les IDE arrivent en tête des flux de capitaux privés à destination des pays en développement⁵⁵. Le resserrement du crédit ainsi qu'une plus grande frilosité face aux risques devraient entraîner une baisse de la croissance de l'investissement dans les pays en développement. Cette dernière, qui était de 13 % en 2007, ne dépassera pas 3,5 % en 2009, selon les prévisions: une baisse lourde de conséquences étant donné que la croissance de l'investissement contribue pour un tiers à la croissance du PIB⁵⁶. Par contre, **Olivier de Schutter** estime que la bulle spéculative qui a parié sur la hausse des prix sur les marchés agricoles se dégonfle ce qui rend les marchés plus accessibles aux Etats qui peuvent s'y approvisionner⁵⁷.

Figure 2 :

La diminution de l'aide publique au développement

provoquée par le ralentissement mondial constituerait également une conséquence nuisible pour les pays pauvres (Voir Figure 2). Un tel cas de figure porterait en effet un sérieux coup à la fois à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) dans ces pays et à l'objectif fixé par les gouvernements des pays



riches de consacrer 0,7% de leur revenu national brut à l'aide internationale. Mais aussi pertinent que soit le débat sur l'efficacité de l'aide, il ne peut masquer ni celui sur la quantité de l'aide, ni celui sur le contexte plus global des politiques de développement internationales. Or, malgré les engagements répétés des pays industrialisés les montants d'aide ont diminué ces dernières années, passant

⁵⁵ CNCD. 2008. Crise Financière : Quid des pays en développement ?

⁵⁶ Idem

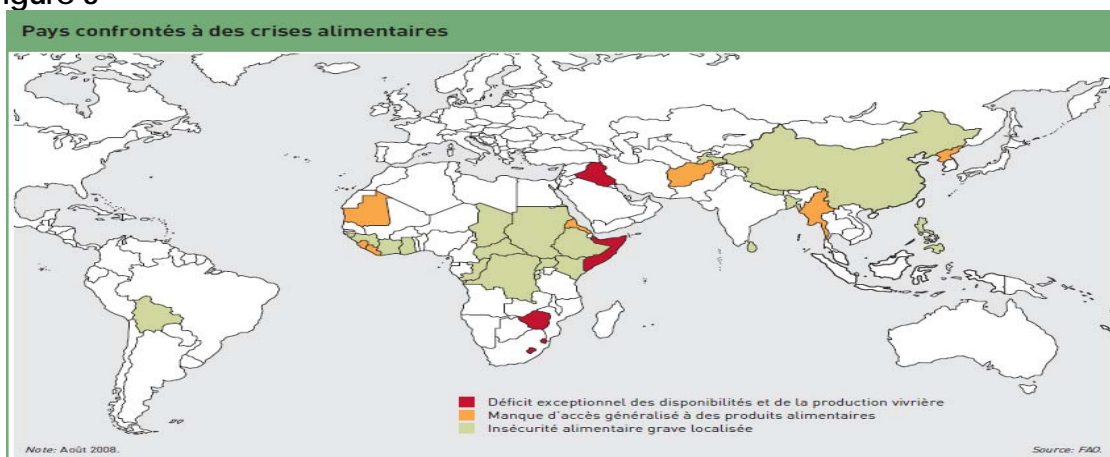
⁵⁷ Enault, Marianne. 2008. L'agriculture, « pas un marché comme un autre ». Interview de Olivier de Schutter, rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation. Le JDD. (15 Octobre) http://www.lejdd.fr/cmc/economie/200842/l-agriculture-pas-un-marche-comme-un-autre_157339.html

entre 2006 et 2007 de 0,31 à 0,28% au niveau mondial, de 0,41 à 0,38% au niveau européen.⁵⁸

En effet, il y a un écart patent entre les moyens mis en œuvre pour tenter de freiner la crise financière mondiale et la passivité de la communauté internationale face à la crise alimentaire et humanitaire. D'après le FMI, un bilan partiel de la crise financière montre qu'elle pourrait coûter 945 milliards de dollars. En réponse, on est arrivé à lever rapidement 700 milliards de dollars aux États-Unis, et 300 milliards d'euros en Europe pour sauver de grandes banques. Par contre, le PAM (Programme alimentaire mondiale), qui a perdu 40% de son pouvoir d'achat en raison de la flambée des prix alimentaires, avait lancé pour l'année 2008 un appel initial de 2,9 milliards de dollars aux pays donateurs. Mais devant l'ampleur de la crise alimentaire, l'organisation a demandé à deux reprises des rallonges, pour un montant global de 756 millions de dollars. Mais, seulement 250 millions de dollars ont été promis, en intention de dons. Autrement dit, la crise financière risque d'éclipser la crise alimentaire et pourrait se traduire par une tendance au protectionnisme des pays producteurs

Selon le système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) de la FAO⁵⁹, de nombreux pays restent longtemps sur sa liste ou y font de fréquentes apparitions et sont considérés comme des «zones sensibles», c'est-à-dire des régions où un nombre considérable de personnes souffrent gravement de la faim et de la malnutrition, de façon constante ou récurrente. En Août 2008, 33 pays avaient besoin d'une aide extérieure (Voir Figure 3⁶⁰). Or, le contexte actuel risque de pousser les pays donateurs à opter pour des contributions de très courts termes, c'est-à-dire, à réagir seulement dans des cas d'urgence. Ce comportement, s'il survient, ne fera que repousser à plus tard les problèmes et même aggraver la crise alimentaire

Figure 3



⁵⁸ CNCD. 2008. ACCRA : l'efficacité de l'aide dans l'œil du cyclone. Bruxelles

⁵⁹ Il surveille continuellement la situation sur tous les continents et met à jour une liste de pays en crise

⁶⁰ FAO. 2008. L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008. Rome

Plus grave encore est le fait que les montants d'aide ne pèsent guère lourd face aux flux qui sortent chaque année des pays en développement vers les pays industrialisés. Ainsi, entre 2002 et 2006, si 84 milliards de dollars d'aide ont en moyenne été versés chaque année aux pays en développement, ces derniers ont vu sortir 456 milliards pour le paiement de leur dette extérieure et 619 milliards de flux illicites. Si on ajoute à cela les règles inéquitables du commerce international et les réserves accumulées pour faire face à l'instabilité financière internationale provoquée par la libéralisation des mouvements de capitaux internationaux et l'incohérence des systèmes monétaire, financier et commercial internationaux, on réalise que l'enjeu de l'efficacité de l'aide au développement ne peut être sérieusement abordé en dehors du contexte plus général de la cohérence des politiques de financement du développement, à l'ordre du jour du sommet mondial sur le financement du développement de Doha 2008, six ans après celui organisé à Monterrey en 2002.

En effet, bien que l'année 2008 devait être une année importante pour le financement du développement, avec le forum d'Accra sur l'efficacité de l'aide (septembre 2008) et le sommet mondial sur le financement du développement à Doha (du 29 novembre au 2 décembre 2008), les déclarations finales des deux conférences étaient décevantes représentant une régression par rapport à l'accord déjà assez faible de Monterrey et une déconnexion totale avec le contexte de la crise actuelle hypothèque encore un peu plus l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement en 2015.

Finalement, la crise alimentaire a démontré **l'urgence de la souveraineté alimentaire**⁶¹ en tant que la seule solution viable à long terme, tant sur le plan de l'environnement que de la sécurité alimentaire. Il s'agit de permettre aux pays d'exercer leur souveraineté alimentaire pour développer une agriculture destinée d'abord à nourrir leur population. Paradoxalement, la lutte contre la faim et la sous-alimentation qui est basée sur le droit à l'alimentation, prônée par les États, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la société civile depuis 1996, semble perdre du terrain, au moment où elle pourrait être la plus utile⁶². L'approche adoptée par la plupart des acteurs, liant la hausse des prix et la faim dans le monde à une production et à une offre insuffisantes par rapport à la demande paraît incomplète. Les millions de personnes touchées par la crise ne sont jamais perçues comme des victimes de violations d'un droit humain fondamental, le droit à l'alimentation⁶³, ayant droit

⁶¹ Ce concept, né d'une réflexion de la société civile dans les années 1970, a été promu par plusieurs ONG comme un projet de société à l'échelle planétaire. Selon Via Campesina, c'est le droit des populations, de leurs États ou Unions à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis-à-vis des pays tiers. La souveraineté inclut donc la possibilité pour les États de se protéger lorsque des importations menacent leurs agricultures. UPA Développement international. La voie de la souveraineté alimentaire; Labyrinthe sans fin ou sémantique de la faim. http://uploads.agroinfo.net/uploads/36/41/a88ede9f9e10c56f4559495d46681f6a/Brochure_UPADI_c.pdf

⁶² Golay, Christophe. 2008. La crise alimentaire mondiale et le droit à l'alimentation. CETIM. (n°3-Décembre). <http://cetim.ch/fr/documents/CETIM-cahier-3.pdf>

⁶³ Selon M. De Schutter, « *le droit à l'alimentation ne se limite pas au droit de manger, mais il implique un revenu suffisant pour les agriculteurs et des produits à prix abordables pour les consommateurs. Il suppose*

à une réparation. L'OMC doit se contenter de réguler le commerce mondial des aliments et laisser les pays décider de leurs politiques agricoles internes et de leur degré d'autonomie alimentaire.

Conclusion

En conclusion, les pays pauvres risquent dès lors de se révéler les « victimes collatérales » de la synergie de la crise alimentaire et financière, lorsque les contrôles budgétaires de 2009 nécessiteront des choix douloureux. Pour nourrir une population de plus de 9 milliards en 2050, la production mondiale devrait pratiquement doubler d'ici là. La croissance démographique aura lieu essentiellement dans les pays en développement et dans les zones urbaines. La population active rurale en diminution devra donc devenir beaucoup plus productive. Cela nécessitera, d'une part, davantage d'investissements dans l'agriculture et dans ses équipements et d'autre part, des agriculteurs mieux formés et plus qualifiés ainsi que des chaînes d'approvisionnement plus efficaces. Des problèmes tels que la pauvreté ou les changements climatiques appellent ainsi à une action et une gestion concertées, régies par des conventions collectives, et à une échelle qui dépasse les intérêts individuels. Aux niveaux mondial, régional, national et local, les décideurs doivent être profondément conscients qu'il y a des problèmes différents, de multiples cadres théoriques et modèles de développement, et diverses options pour atteindre les objectifs de développement et de durabilité. Il appartient à la communauté internationale de répondre de manière décisive et globale à cette crise afin de promouvoir la souveraineté alimentaire pour tous et garantir à chaque être humain son droit d'être libéré de la faim et de la malnutrition, l'un des droits de l'homme les plus fondamentaux.

que les États nationaux adoptent des stratégies pour le concrétiser notamment par des législations-cadres. Les États doivent même respecter le droit à l'alimentation des pays étrangers en contrôlant les acteurs privés qui pourraient y porter atteinte par le dumping notamment. » Gagné, Jean-Charles. 2008. La Terre de Chez nous. 11 Novembre. <http://www.abcburkina.net/content/view/673/1/lang.fr/>

Bibliographie

Anderson, Sarah, Cavanagh, John & Janet Redman. 2008. Skewed Priorities: How the bailouts dwarf other global crisis spending. Institute for Policy Studies
<http://www.ips-dc.org/getfile.php?id=314>

ACDI. 2003. L'agriculture au service du développement rural durable – Politique. (Avril). <http://www.acdi-cida.gc.ca/CIDAWEB/acdicida.nsf/Fr/REN-2181377-PRU#pdf>

Banque Mondiale. 2007. Rapport sur le développement dans le monde 2008: L'agriculture au service du développement. Washington

Banque Mondiale. 2008. Global Economic Prospects 2009: Commodities at the Crossroads. Washington

-----, 2008. Protéger les pauvres et la croissance économique face à la crise. 30 Novembre

CNCD. 2008. ACCRA : l'efficacité de l'aide dans l'œil du cyclone. Bruxelles

CNRS. 2008. Les Racines de la crise. Paris. (n°224 - Septembre)
<http://www2.cnrs.fr/presse/journal/4026.htm>

CNUCED. 2008. Répondre à la crise alimentaire globale. Nations Unies. Genève et New York

-----, 2008. comment s'attaquer à la crise alimentaire mondiale ?. Synthèses de la CNUCED. (Juin -n°2)

FAO. 2008. La Situation mondiale de l'alimentation et l'Agriculture. Rome
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/i0100f/i0100f.pdf>

-----, 2008. L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008. Rome
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/i0291f/i0291f00.pdf>

Food Grains Bank. 2008. Food Justice Network Update. Vol. 7. (Mai)

Gagné, Jean-Charles. La Terre de Chez nous. 11 Novembre 2008.
<http://www.abcbu rkina.net/content/view/673/1/lang,fr/>

Golay, Christophe. 2008. La crise alimentaire mondiale et le droit à l'alimentation. CETIM. (n°3-Décembre). <http://cetim.ch/fr/documents/CETIM-cahier-3.pdf>

GRAIN. 2008. "Making a killing from hunger". Against the grain. April.
<http://www.grain.org/articles/?id=39>

-----, 2008. Main Basse sur les Terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière. Octobre. <http://www.grain.org/go/mainbasse>

IDS. 2008. Voices from The South. The Impact of the Financial crises on Developing countries. Sussex.

IWMI. Water And Food Crises Inextricably Linked. 18 June 2008

Joachim von Braun. 2008. Food and Financial Crises: Implications for Agriculture and the Poor. IFPRI. December.

Le Monde. Les transferts de fonds des immigrés vers leur pays d'origine réduits par la récession. 5 Décembre 2008

"La Faim dans le monde progresse", www.enviro2b.com, 16 octobre 2008
www.enviro2b.com/environnement-actualite-developpement-durable/26276/article.html

Oxfam International. 2008. Des prix à double tranchant. Oxfam
http://www.oxfam.org/files/bp121_Double-Edged%20Prices_French_23Oct08.pdf

South Center. 2008. Food and Energy Crisis: Time to Rethink Development Policy Reflections from the High Level North - South Dialogue on Food and Energy Security
Geneva: South Center

UPA Développement international. La voie de la souveraineté alimentaire; Labyrinthe sans fin ou sémantique de la faim.
http://uploads.agroinfo.net/uploads/36/41/a88ede9f9e10c56f4559495d46681f6a/Brochure_UPADI_c.pdf